



HAL
open science

La République islamique d'Iran : entre crise sociale et tensions géopolitiques

Clément Therme

► **To cite this version:**

Clément Therme. La République islamique d'Iran : entre crise sociale et tensions géopolitiques. 2020.
hal-03386554

HAL Id: hal-03386554

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03386554>

Submitted on 19 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La République islamique d'Iran : entre crise sociale et tensions géopolitiques

Clément Therme est chercheur post-doctorant pour le programme « Nuclear Knowledges » du CERI à Sciences Po Paris.

Alors qu'une année s'est écoulée depuis la répression des manifestations de novembre 2019, l'Iran se trouve dans une situation sociale, économique, sanitaire et sécuritaire toujours plus précaire. La politique de « pressions maximales » de l'Administration Trump n'a certes pas permis de renverser la République islamique ni d'obtenir une réduction des ambitions nucléaires de Téhéran, il n'en reste pas moins que le risque d'effondrement économique demeure. En effet, la crise sanitaire s'intensifie au moment où le pays connaît un troisième pic de contaminations et le mécontentement généralisé commence à s'étendre de la majorité de la population aux élites politiques de la République islamique. La démission du vice-ministre de la Santé Reza Malekzadeh s'explique par des accusations sur la responsabilité politique du ministre Saeed Namaki dans la catastrophe sanitaire que traverse le pays. Le vice-ministre [dénonce](#) le comportement « non-scientifique » des autorités politiques qui n'ont pas pris la mesure des signaux d'alarme lancés par la communauté scientifique iranienne.

De plus, la capacité de l'État à répondre aux besoins économiques de la population est grevée par la récession qui touche le pays depuis le retrait de Washington en mai 2018 de l'Accord sur le nucléaire de juillet 2015. Un tiers de la population reçoit une aide de 4 dollars par mois (5% du salaire minimum) et un prêt sans intérêt de 40 dollars peut être contracté par environ 10 millions de foyers défavorisés. Ces mesures sociales ne peuvent faire illusion à un moment où l'accroissement des inégalités économiques explosent. Cela contredit l'objectif affiché par les autorités de la République islamique depuis plus de quarante-et-un ans de défendre les « opprimés ». La réalité économique du pays, explosion de la pauvreté et déclassement des classes moyennes, apparaît comme un démenti quotidien des slogans politico-idéologiques de la République islamique sur les succès de « l'économie de résistance » et la quête d'auto-suffisance (*khod-kafai*). Au contraire, on observe une dépendance macroéconomique de l'Iran aux soubresauts politiques à Washington. Pour répondre à cette vulnérabilité économique, les élites révolutionnaires ont depuis 2008 accepté une normalisation autoritaire de leur régime politique avec une militarisation accrue. Après l'accession de deux anciens Gardiens de la Révolution (*pasdaran*) à la présidence du parlement, Ali Larijani et Mohammad Ghalibaf, [on parle désormais](#) de l'élection d'un *pasdar* à la présidence de la République islamique lors de la prochaine élection présidentielle de juin 2021.

Cette tentation d'une militarisation tous azimuts pour répondre à la crise sanitaire, économique et sociale du pays constitue une réponse de court-terme des élites politiques à la crise de légitimité que traverse le régime depuis 2009 et à sa crise d'autorité depuis novembre 2019. Ce durcissement interne se déroule dans [un contexte de tensions militaires](#) avec une Administration Trump finissante et menaçante. L'accession au pouvoir d'une Administration Biden aurait pour principal effet bénéfique pour l'Iran et la région de réduire les risques de guerre ouverte entre Téhéran et Washington et de permettre à la société iranienne de renouer ses contacts

avec la société internationale. Dans ce contexte de tensions internes et externes, l'existence d'une diaspora de plus de cinq millions d'Iraniens demeure un atout pour éviter la fermeture complète du pays et la poursuite de la circulation des informations dans un Iran enfermé par un régime théocratique de plus en plus répressif.